**INTERVENTION 1ER MAI 2017**

Chers amis, chers camarades,

Comme tous les 5 ans, le 1er mai se retrouve à l’entre deux tours des élections présidentielles.

Après le quinquennat de Sarkozy on aurait pu croire, il y a 5 ans, que celui dont l’ennemi devait être la finance apporterait des réponses à nos revendications.

Mais le mandat de François Hollande a tourné le dos à la transformation sociale. Le terrorisme dont notre pays a été victime a même servi d’alibi au pour faire voter puis prolonger l'état d'urgence. Un seul objectif à cela : restreindre nos libertés pour mieux phagocyter le mouvement social. Nous n’avons pas oublié les arrestations au lever du jour, les gardes à vue, les interdictions de manifester. Seule cible : non pas les terroristes mais bel et bien des militants écologistes, des étudiants et nos camarades syndicalistes. Certains portent à jamais les cicatrices de la répression policière.

Ce gouvernement réformiste, liberticide, libéral a conduit aujourd’hui au chaos que l’on connaît : le fascisme opposé au capitalisme ! Car c’est bien la politique désastreuse de Hollande et de ses prédécesseurs qui permet au Front National de poursuivre sa dynamique et de se qualifier une fois de plus pour le second tour.

**Plutôt que de s’en prendre au capital, le FN oppose les travailleurs entre eux.**

Sans compter qu’avec Donald Trump et Vladimir Poutine, l’arrivée au pouvoir de Marine Le Pen porterait à trois sur cinq le nombre de nationalistes guerriers au sein du Conseil de sécurité de l’ONU ce qui menacerait directement la paix mondiale, déjà bien mal en point.

Au soir du premier tour des présidentielles, le podium d’arrivée est raflé par des candidats loin d’être au-dessus de tout soupçons.

## Le premier oublie de déclarer une partie de sa fortune. Une déclaration de patrimoine qui continue par ailleurs, de soulever des interrogations.

La seconde qui refuse de se présenter à la justice de son pays et qui est fortement soupçonnée de s’être servi dans la caisse du parlement européen.

Le troisième soupçonné d’avoir couvert des emplois fictifs et quelques beaux costards.

Comment peut-on en arriver là  quand il y a quelques mois un sans-abri est condamné à 6 mois de prison pour avoir volé de quoi se nourrir ?

Comment peut-on en arriver là quand il y a quelques mois une salariée est licenciée pour une erreur de caisse de 5€ (l’attribution d’un bon de réduction) à Bricorama de Gourdan Polignan ? Quand une autre est licenciée après 12 ans d’ancienneté au carrefour de Montréjeau alors qu’on lui avait glissé  des produits périmés dans le rayon ?

Dans ces cas comme d’autres, le salarié reconnu innocent n’aura pas bénéficié de présomption d’innocence : licencié d’abord, discussion ensuite …

Imaginez un instant que le même traitement soit appliqué à nos trois protagonistes …

Quel rôle ont joué nos médias en promotionnant, taisant cet état de fait ?

Quelle est leur part de responsabilités ?

Et comment peut-on porter à la tête du pays des droits de l’Homme et du citoyen de tels personnages… ?

D’un côté donc le FN porteur de haine, de division, et de l’autre un banquier soutenu par les milieux d’affaires, le ministre allemand des finances, les institutions européennes et de moins en moins discrètement par l’Elysée. Parce que le PS avait bien deux fers au feu : Macron et Hamon !

Oui Macron est bel et bien le candidat de substitution pour engager un virage politique libéral à outrance. D’abord promotionné comme un paquet de lessive par les médias, cet homme est devenu la coqueluche d’une partie des français.

De sa participation au dernier quinquennat, il nous laisse entre autre la fameuse Loi Macron et il ne s’agit pas que des bus ! Macron c’est la somme de ce que le quinquennat de Hollande compte de cadeaux au patronat. La bourse exulte depuis le 23 avril !

Aujourd’hui notre mobilisation doit servir d’avertissement au vote du 7 mai, quel que soit son issue. Le combat contre le fascisme et contre le libéralisme doit se mener dans la rue.

Nous le disions au printemps dernier lors du mouvement contre la loi El Khomri : la rue est à nous camarades, il faut reprendre le pouvoir qui nous a été confisqué.

Les candidats en lice pour le second tour sont tous deux pour une politique libérale qui a vocation à enrichir toujours plus le capital sur le dos des salariés**.**

**Emmanuel MACRON**, et ses amis d’une époque révolue, entendent amplifier l’action entamée sous HOLLANDE : rigueur budgétaire, austérité pour les salariés, généralisation de la loi travail dans le privé comme dans le public. Et pour s’affranchir du vote des salariés aux législatives, il compte aller au-delà du 49.3, utilisé pour la première fois sous ce quinquennat finissant, pour faire passer la loi MACRON**.** D’ores et déjà il annonce une liquidation du code du travail par ordonnances.

**Marine LE PEN** quant à elle porte tous les germes de la division de la société, d’un climat haineux qui habillé sous un verbiage social ne rend pas compte de la réalité de son programme. Sa démarche s’inscrit dans la tradition fasciste européenne construisant l’opposition entre les peuples.

L’utilisation des peurs, du terrorisme, les amalgames éhontés entendus lors de la campagne, la xénophobie, le racisme, le sexisme et l’homophobie, la préférence nationale ne résoudront pas les inégalités, le chômage et les bas salaires. **La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Elle n’aura de cesse de faire barrage à l’extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidature !**

L’un comme l’autre sont d’accord pour « augmenter » les salaires nets en diminuant les cotisations sociales remettant ainsi en cause tout notre système de protection sociale. Un artifice permettant de ne surtout pas toucher aux dividendes.

**L’un comme l’autre doivent entendre qu’ils n’auront aucun mandat pour démanteler l’Etat social et généraliser la loi travail.**

Plus que jamais, la démocratie ne peut se limiter au vote une fois tous les 5 ans et le mouvement social doit prendre la place qui doit être la sienne.

Toutes les politiques appliquées depuis vingt ans le font prospérer. Il est hors de question de laisser les mains libres à des présidents qui ont décidé de mener la guerre aux salariés et leurs organisations syndicales.

Salariés et privés d’emploi, jeunes et retraités, nous devons ensemble non seulement résister mais investir le mouvement social et développer les luttes.

Ensemble nous devrons obliger le futur gouvernement à répondre aux aspirations sociales, à abroger la loi Travail, à conforter les retraites et la sécurité sociale, à définanciariser l’Europe et les échanges internationaux.

Ensemble, nous devrons préserver les conquis sociaux et faire gagner nos revendications.  Garantir le progrès social et l’intérêt des salariés est la seule option pour faire barrage au Front National.

Ensemble nous ne céderons pas à la résignation et nous nous mobiliserons fortement, par tous les moyens et sans attendre pour l’abrogation de la loi Travail, la réduction du temps de travail, l’augmentation des salaires, la reconquête de la protection sociale, de l’industrie et des services publics.

Ensemble nous nous mobiliserons pour placer l’humain et l’environnement au centre de nos préoccupations, au centre de leurs préoccupations.

Ce 1er mai, fête des travailleurs à l’échelle planétaire doit par ailleurs nous permettre une fois encore d’affirmer notre refus de toutes les guerres et particulièrement celles auxquelles notre pays participe en Afrique (Mali Niger etc)

Comment ne pas penser aux morts qui se comptent par milliers en méditerranée... Que dire sur la responsabilité des dirigeants européens face à la mort de ces hommes, ces femmes, ces enfants... qui fuient la guerre, la violence, la misère imposée par les grands groupes industriels et commerciaux ?

C’est aussi le pillage des ressources menées au nom de notre pays qui fait fuir les populations et précipitent femmes et enfants dans l’enfer de la migration.

Alors oui un autre monde est possible. Il est temps de construire une coopération mutuellement avantageuse. Cette coopération est possible à une condition : que l’intérêt des peuples de la planète soit pris en compte et l’emporte sur l’intérêt de l’argent roi.

En conclusion, je citerai Jaurès dans une intervention à la chambre des députés le 19 juin 1906 :

 « Un des principaux obstacles au progrès social, c’est l’esprit de découragement d’une trop grande partie des exploités eux-mêmes. »

Alors gardons la tête haute, le poing levé, continuons à nous mobiliser, amplifions la lutte et avançons ensemble vers la conquête d’un avenir meilleur !